



# CONVENTION

2023-2026

---

GIS Patrimoines militaires  
P2ATS

PATRIMOINES  
MILITAIRES

GIS



# CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE (GIS) PATRIMOINES MILITAIRES : ARCHITECTURES, AMENAGEMENTS, TECHNIQUES & SOCIÉTÉS (P2ATS)

2023 – 2026

2

Entre les établissements référencés à l'**Annexe n° I** de cette convention et représentés respectivement par leur Président(e) ou Directeur(trice), ci-après désignés individuellement « Partie » et ensemble « Parties », il est convenu ce qui suit :

## Article 1. Objet & Dénomination

La présente convention a pour but de fixer les conditions de création et de fonctionnement du groupement d'intérêt scientifique (ci-après désigné par « GIS ») dénommé « Patrimoines militaires : architectures, aménagements, techniques & sociétés » (ci-après désigné par « P2ATS »).

Les domaines et actions de collaboration envisagés dans le cadre de la présente convention visent à :

- Fédérer en France et à l'international la communauté scientifique travaillant sur le patrimoine militaire dans toutes ses dimensions et toutes périodes confondues.
- Organiser des rencontres pour stimuler de nouveaux travaux de recherche dans une perspective transchronologique et pluridisciplinaire.
- Favoriser les échanges entre chercheurs et acteurs patrimoniaux.
- Fédérer la mise en relation des jeunes chercheurs.
- Sensibiliser à la protection du patrimoine militaire, au respect de l'éthique et à la diffusion de bonnes pratiques de réhabilitation, de conservation et de mise en valeur.

La présente convention ne constitue en aucun cas la création d'une entité juridique distincte. Le GIS ne dispose pas de la personnalité morale.

## Article 2. Modalités de collaboration

À l'intérieur du cadre général défini à l'article premier, les Parties ont pour objectif commun la mise en place de divers projets particuliers contribuant à renforcer la présente collaboration. Chaque projet particulier fera l'objet d'un accord distinct prévoyant notamment l'objet du projet et sa description, ses objectifs et ses moyens, sa durée ainsi que toute clause/disposition particulière nécessaire à la bonne exécution dudit projet et non envisagée par la présente convention. A ce titre, tout accord distinct devra obligatoirement faire référence à la présente convention.

## Article 3. Membres du GIS

Les membres du GIS sont les établissements signataires. Ils agissent au nom et pour le compte des équipes et individus participants. Le GIS est ouvert à tout établissement adhérent à ces objectifs.

L'adhésion d'un nouveau membre est soumise à l'accord préalable de deux tiers des membres adhérents. Elle donnera lieu à la signature d'un avenant à la présente convention entre le nouveau membre et l'établissement assurant la direction du GIS (**Annexe V**).

Le retrait de l'un des membres n'a pas d'incidence sur l'existence et le fonctionnement du GIS.

## Article 4. Comité de groupement

### 4.1. Composition & fonctionnement

Le comité de groupement est composé d'un représentant par établissement membre. Chaque établissement peut se faire représenter par un individu participant au GIS.

La direction du comité est assurée par l'un des établissements membres. À la date de prise d'effet du GIS, la direction est confiée à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE-PSL).

Le comité de groupement se réunit au moins une fois par an sur convocation de son/sa directeur(trice) ou à la demande de l'un des membres du GIS. Ses décisions sont prises à la majorité des membres du GIS présents ou représentés.

Le règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du comité.

Les établissements de recherche étrangers peuvent participer au GIS avec un statut de membres associés. Ils ne sont pas tenus de s'acquitter d'une cotisation. Ils ne disposent pas de voix délibératives dans les instances du GIS.

### 4.2. Fonction

Le comité de groupement a vocation à délibérer sur toutes les questions relatives au règlement, à la gestion et à l'activité du GIS. Il délibère notamment sur les modalités du règlement intérieur, l'admission de nouveaux membres, les actions à mener pour la mise en œuvre de la politique scientifique et sur les rapports annuels financiers et d'activités.

## Article 5. Direction du GIS

Le/la directeur(trice) du GIS assure la responsabilité scientifique et administrative du groupement. Il/elle est notamment chargé(e) de :

- présider le comité scientifique, le comité de groupement et l'équipe de direction
- représenter le GIS dans ses relations avec les membres et les organismes extérieurs
- certifier le rapport d'activités et d'assurer le suivi de la gestion financière du GIS.

Le/la directeur(trice) est désigné(e) par les Parties pour la durée de la présente convention. Son mandat peut être renouvelé. Sa nomination figure en **Annexe n° II** à la présente convention.

Il/elle est assisté(e) de deux directeurs(trices)-adjoint(e)s nommé(e)s par les Parties et dont la nomination figure également en **Annexe n° II** de la présente convention. Ensemble, ils constituent l'équipe de direction qui est chargée de :

- l'application de la politique adoptée par le comité de groupement
- la préparation des réunions du comité de groupement
- l'élaboration du rapport annuel d'activités du GIS et de son budget prévisionnel

## Article 6. Comité scientifique

### 6.1 Composition

Le comité scientifique est composé des représentants des institutions adhérant au GIS. Chaque établissement ne dispose que d'une seule voix.

### 6.2 Fonction

Le comité scientifique est chargé d'élaborer la politique scientifique du GIS et d'orienter ses travaux. Il se réunit au moins une fois par an sur convocation du/de la directeur(trice) du GIS. Ses décisions sont prises à la majorité de ses membres.

Le/la directeur(trice) du GIS assure l'animation, la coordination et le suivi du travail du comité scientifique.

## Article 7. Durée – Résiliation

La présente convention prend effet pour chacun de ses membres à la dernière date de signature, qui vaut adhésion au GIS. La durée du GIS est de quatre ans, renouvelable d'un commun accord entre les Parties par voie d'avenant.

Le comité de groupement décide de la dissolution du GIS.



L'échéance ou la résiliation anticipée de la convention sont sans incidence sur la poursuite des accords distincts relatifs à des projets particuliers, qui se poursuivront jusqu'à leur terme.

Nonobstant l'échéance ou la résiliation anticipée de la convention, les dispositions prévues à l'article 9 restent en vigueur et pour les durées prévues audit article.

## **Article 8. Modalités de financement & de gestion des moyens**

Chaque Partie contribue au fonctionnement du GIS via une cotisation annuelle déterminée au prorata du nombre de chercheurs affiliés par leurs établissements. Les chercheurs affiliés au GIS par les établissements sont impliqués individuellement dans les travaux menés par le GIS. La liste de ces chercheurs figure en annexe III et permet de définir le montant de la cotisation annuelle des établissements participants.

Les membres désignés comme organisateurs d'événements scientifiques se chargent de lever les fonds nécessaires à leur organisation pour le compte du GIS.

La gestion du budget obtenu pour le GIS est assurée par l'établissement dont relève le/la directeur(trice).

Cet établissement prend en charge la gestion administrative du GIS et s'engage à assurer une gestion pluriannuelle des crédits. Le report des crédits restants sur l'exercice budgétaire suivant est restreint à la durée d'engagement quadriennal des partenaires.

Chaque membre conserve sa pleine et entière responsabilité d'employeur vis-à-vis de ses personnels affectés aux activités du GIS.

## **Article 9. Diffusion de la recherche – Confidentialité – Propriété Intellectuelle**

### **9.1. Publications**

Les Résultats obtenus conjointement par les Parties au cours de la présente convention pourront être utilisés librement par chacune des Parties sous réserve d'obtenir, pendant la durée de la présente convention et les six (6) mois qui suivent son expiration, l'accord écrit des autres Parties copropriétaires qui feront connaître leur décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis. Chacune des Parties s'efforcera d'associer les autres Parties aux publications relatives aux travaux menés en commun et mentionneront le concours apporté par chacune à la réalisation desdits travaux.

Le présent article ne pourra pas faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participants aux travaux menés en communs de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elles relèvent, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété intellectuelle,
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet de la convention, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire

de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains Résultats.

## 9.2. Communication

Chaque Partie s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations, notamment les Connaissances antérieures, qui lui auront été désignées comme confidentielles par la Partie dont elles proviennent. Cet engagement restera en vigueur pendant la durée de la convention et les cinq (5) ans qui suivent sa résiliation ou son arrivée à échéance.

La Partie qui reçoit les informations, notamment les Connaissances antérieures, n'est plus tenue par les engagements du présent article dès lors qu'elle peut prouver que les informations :

- étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable, ou
- étaient déjà en sa possession avant la conclusion de la convention, ou
- ont été reçues d'un tiers de manière licite, ou
- doivent être divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire, ou sur ordre d'une décision de justice, ou
- ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par son personnel sans qu'il ait eu accès à ces informations.

Aucune disposition de la convention n'implique :

- une renonciation pour la Partie qui les communique, à la protection de ses informations, notamment les Connaissances antérieures, par tout droit de propriété intellectuelle,
- une cession ou concession, par la Partie qui communique les informations, notamment les Connaissances antérieures, d'un quelconque droit sur ces informations au profit de l'autre Partie.

## 9.3. Propriété intellectuelle

Pour les besoins du présent article 9.3, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations suivantes :

- « Connaissances antérieures » : les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention et/ou développées ou acquises par elle en dehors de l'objet du GIS.
- « Résultats » : les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, brevetées ou non, brevetables ou non, y compris les savoir-faire, plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elle soit, et tous les droits y afférents, développées dans le cadre du GIS.

Les Connaissances antérieures appartenant aux Parties ou faisant partie de leur savoir-faire restent leur propriété respective. Ni leur divulgation, ni leur utilisation éventuelle par une autre Partie, dans le cadre de l'exécution de la présente convention ou de projets particuliers dans le cadre d'accords distincts ne conféreront à cette autre Partie le droit d'en faire usage en-dehors du cadre pour lequel ces Connaissances antérieures lui ont été communiquées, sans l'accord préalable et écrit de la partie Propriétaire.

Si l'exploitation des Résultats par l'une des Parties nécessite l'exploitation des Connaissances antérieures pour partie ou en totalité par une autre Partie, celle-ci s'efforcera, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser cette exploitation. Les conditions d'utilisation des droits d'exploitation des Connaissances antérieures seront alors fixées contractuellement au cas par cas.

Les Résultats seront la propriété de la ou des Parties ayant contribué à leur obtention à hauteur de leurs apports intellectuels, matériels, humains et financiers.

Tous les Résultats susceptibles d'être protégés par un droit de propriété intellectuelle (notamment invention brevetable, logiciel, œuvre de l'esprit, marque, dessin et modèle, etc.) ou non feront l'objet d'un règlement de copropriété qui sera établi entre les Parties copropriétaires avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Les Parties copropriétaires établissements publics conviendront de désigner un mandataire unique au sens du décret n°2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L.533-1 du code de la recherche.

La ou les Parties copropriétaires concéderont aux autres Parties à leur demande le droit d'utiliser ces Résultats sans contrepartie financière à des fins exclusives de recherche interne ou d'enseignement et dans le cadre de collaborations de recherche avec des tiers sous réserve de l'application des dispositions de l'article 9.1.

## **Article 10 – Responsabilités – Assurance**

### **10.1 Dommage aux biens des Parties**

Les matériels et équipements mis par une Partie à la disposition d'une autre ou financés par cette Partie dans le cadre d'un accord spécifique, resteront la propriété de celle-ci. En conséquence, chaque Partie supportera la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution de la convention par les matériels, installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris les matériels confiés à une Partie et les matériels en essais, même si cette Partie est responsable du dommage sauf faute lourde ou intentionnelle de cette dernière.

### **10.2 Personnel des Parties**

Chaque Partie continue d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives

administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournira toute indication utile à l'employeur.

Les Parties assurent l'une et l'autre la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

### **10.3 Dommage aux tiers**

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués dans le cadre de la présente convention.

### **10.4 Assurances**

Chaque Partie devra souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la convention.

### **Article 10. Litiges – Droit applicable**

Toute difficulté relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention fera l'objet, dans la mesure du possible, d'un règlement à l'amiable par les parties.

Tout litige non résolu de façon amiable sera porté devant les tribunaux compétents.

La présente convention est régie par le droit français.



## Annexe n° I

### Liste alphabétique des établissements membres du GIS au 2<sup>e</sup> quadriennal (2023-2026)

- \* Aix-Marseille Université · Laboratoire d'Archéologie Médiévale et Moderne en Méditerranée (CNRS, UMR 7298)
- \* Université d'Angers · Temps, Mondes, Sociétés (CNRS, UMR 9016)
- \* Université Bordeaux Montaigne · Ausonius – Institut de recherche Antiquité et Moyen Age (CNRS, UMR 5607)
- \* Université Bordeaux Montaigne · Centre d'études des Mondes Moderne et Contemporain (EA 2958)
- \* Université de Bourgogne · Le laboratoire Archéologie, Terre, Histoire et Sociétés (CNRS, UMR 6298)
- \* Université Bretagne-Sud · Laboratoire Temps, Mondes, Société (CNRS, UMR 9016)
- \* Université de Caen Normandie · Espaces et Sociétés (CNRS, UMR 6590)
- \* Université de Caen Normandie · Laboratoire Histoire, Territoire, Mémoire (UR7455)
- \* Université Côte d'Azur · Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine CMMC (UPR 1193)
- \* CY Cergy Paris Université · Héritages (CYU-CNRS-Ministère de la Culture, UMR 9022)
- \* École Pratique des Hautes Études - PSL · Histoire de l'Art, des Représentations et de l'Administration dans l'Europe Moderne et Contemporaine (EA 7347)
- \* Université de Haute-Alsace · Centre de Recherche sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques (UR 3436)
- \* Université de Lille · Institut de recherches historiques du Septentrion (CNRS, UMR 8529)
- \* Université du Littoral Côte d'Opale · Unité de Recherche sur l'Histoire, les Langues, les Littératures et l'Interculturel (UR 4030)
- \* Université de Lorraine · Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire (EA 3945)
- \* Musée de l'Armée, Paris
- \* Musée des Plans Reliefs, Paris
- \* Musée du Génie d'Angers
- \* Université de Picardie Jules Verne · Centre d'histoire des sociétés, des sciences et des conflits (UR 4289)
- \* Université de Picardie Jules Verne · Textes, représentations, archéologie, autorité et mémoires de l'Antiquité à la Renaissance (UR 4284)
- \* Université de Picardie Jules Verne · Écologie et Dynamique des Systèmes Anthropisés (UMR 7058)
- \* Université de Poitiers · Centre de Recherches Interdisciplinaires en Histoire, Arts et Musicologie (UR 15507)
- \* Service Historique de la Défense · Ministère des Armées
- \* Université Toulouse II – Jean Jaurès · France - Amériques - Espagne. Sociétés - Pouvoirs - Acteurs (CNRS, UMR 5136)

## Annexe n° II

### Direction du GIS (2023-2026)

La direction du GIS est assurée par

Madame **Émilie d'ORGEIX**, Directrice d'études en *Histoire culturelle des techniques* EPHE-PSL (HISTARA, EA 7347)

Les deux directeurs adjoints du GIS sont, au jour de la signature de la convention 2023-2026 :

Monsieur **Nicolas MEYNEN**, Maître de Conférences en Histoire de l'Art à l'Université de Toulouse (FRAMESPA, UMR CNRS 5136)

Monsieur **Christophe CÉRINO**, Ingénieur de recherche en Histoire maritime à l'Université de Bretagne-Sud (TEMOS, UMR CNRS 9016).

## Annexe n° III

### Montant des cotisations des établissements membres (2023-2026)

Chaque Partie contribue au fonctionnement du GIS via une cotisation annuelle déterminée ainsi :

- Jusqu'à trois chercheurs affiliés au GIS par établissement : 200 €.
- Plus de trois chercheurs affiliés au GIS par établissement : 350 €.
- Cotisation de soutien : plus de 400 €.

ÉTABLISSEMENT	MONTANT (€)
Aix-Marseille Université · LA3M (CNRS, UMR 7298)	200
Université d'Angers · TEMOS (CNRS, UMR 9016)	200
Université Bordeaux Montaigne · Ausonius (CNRS, UMR 5607)	200
Université Bordeaux Montaigne · CEMMC (EA 2958)	200
Université de Bourgogne · ARTEHIS (CNRS, UMR 6298)	200
Université Bretagne-Sud · TEMOS (CNRS, UMR 9016)	200
Université de Caen Normandie · ESO (CNRS, UMR 6590)	350
Université de Caen Normandie · HisTeMé (UR 7455)	200
Université Côte d'Azur · CMMC (UPR 1193)	350
CY Cergy Paris Université · Héritages (UMR 9022)	350
École Pratique des Hautes Études · HISTARA (EA 7347)	350
Université de Haute-Alsace · CRESAT (UR 3436)	350
Université de Lille · IRHIS (UMR 8529)	200
Université du Littoral Côte d'Opale · HLLI (UR 4030)	200
Université de Lorraine · CRULH (EA 3945)	200
Musée de l'Armée, Paris	350
Musée des Plans Reliefs, Paris	200
Musée du Génie, Angers	200
Université de Picardie Jules Verne · CHSSC (UR 4289)	350
Université de Picardie Jules Verne · TrAme (UR 4284)	200
Université de Picardie Jules Verne · EDYSAN (UMR 7058)	200
Université Poitiers · Criham (UR 15507)	350
Service Historique de la Défense	350
Université Toulouse - Jean-Jaurès · FRAMESPA (UMR 5136)	200
<b>Au total</b>	<b>6150</b>

## Annexe n° IV

### Projet scientifique du GIS Patrimoines militaires : architectures, aménagements, techniques & sociétés (2023-2026)

Le **GIS P2ATS** réunira notamment des historiens de l'architecture et de la construction, des historiens, des historiens des sciences & des techniques, des archéologues, des architectes, des géographes, des professionnels du patrimoine et des chercheurs de champs disciplinaires connexes autour d'un programme de recherche commun de documentation, de connaissance et de mise en valeur des sites, monuments, architectures, objets et artefacts militaires.

L'ambition du **GIS P2ATS** est de dépasser les cloisons disciplinaires et professionnelles afin de fédérer une communauté scientifique nationale et internationale capable d'œuvrer de concert à une meilleure connaissance et reconnaissance du patrimoine militaire. Il s'agit notamment d'engager un renouvellement des problématiques en croisant théories et pratiques multiples. Le parti pris permet d'éclairer les articulations fécondes qui unissent terrain, objets et formes architecturales de manière diachronique tout en étudiant des territoires larges, rarement connectés.

Son autre objectif est de faire valoir sa qualité d'expertise auprès des pouvoirs publics et des maîtres d'ouvrage afin d'apporter sa nécessaire contribution à la connaissance et au processus de patrimonialisation des vestiges d'une Histoire marquée par la présence des militaires en temps de paix et en temps de guerre.

#### Enjeux de recherche & principaux objectifs :

- Documentation et connaissance des productions, objets et architectures militaires, de leurs modèles, de leur circulation et adaptation.
- Histoire et influences des aménagements et des paysages liés à la présence des militaires (villes de garnisons, places fortes, zones côtières, inscription dans le paysage...).
- Mise en valeur du patrimoine militaire et suivi scientifique des dossiers de restauration dans le cadre du patrimoine mobilier.
- Mise en valeur du patrimoine militaire immobilier (réhabilitation, reconversion...) le cas échéant, dans le respect et la compréhension des valeurs d'authenticité matérielle et immatérielle.
- Développement de programmes de recherche en histoire des techniques valorisant les savoirs et savoir-faire militaires et leurs interactions.
- Développement de programme de recherche sur l'impact des dispositifs militaires sur les sociétés.
- Formation à la recherche des jeunes chercheurs.

Le **GIS P2ATS** se donne ainsi pour objet, à partir de divers projets scientifiques et culturels, de favoriser les échanges entre chercheurs et acteurs patrimoniaux qui s'inscriront dans les grands champs suivants :

- **Rencontrer – Partager – Innover** : le GIS soutient l'organisation d'événements scientifiques pluridisciplinaires de dimension nationale et internationale ainsi que les manifestations des membres. Les initiatives des doctorants et des jeunes chercheurs y sont encouragées dans le but d'encourager les travaux, d'apporter une contribution à la formation par la recherche et de leur permettre de rencontrer les acteurs du patrimoine.
- **Expertiser** : une attention toute particulière sera portée à l'offre d'expertise de manière à initier des collaborations, notamment autour des projets de restauration et/ou de réhabilitation qui engagent un objet ou un ensemble d'éléments du patrimoine militaire.
- **Sensibiliser – Valoriser** : Le GIS soutient l'activité de publication de ses membres et la diffusion des résultats scientifiques de ses travaux par l'édition papier et électronique ainsi que tous moyens numériques de diffusion. Ces outils permettront notamment de sensibiliser tous les publics à la documentation et protection du patrimoine militaire ainsi qu'au développement de pratiques de mise en valeur adaptées.

### Actions types :

- Constituer une plateforme scientifique collaborative capable de fédérer des chercheurs, souvent isolés dans leur laboratoire et de développer l'expertise.
- Favoriser les échanges entre chercheurs et avec les acteurs patrimoniaux afin que des collaborations puissent s'établir autour de projets communs.
- Stimuler la mise en relation des jeunes chercheurs et permettre notamment aux doctorants de s'intégrer à une communauté transgénérationnelle dynamique.
- Stimuler et développer des axes de recherche fédérateurs afin de susciter de nouvelles recherches.
- Créer et soutenir des événements scientifiques de dimension internationale s'inscrivant dans l'un des axes fédérateurs.
- Favoriser l'organisation par des jeunes chercheurs de rencontres scientifiques.
- Faciliter la diffusion des résultats scientifiques.
- Sensibiliser le plus largement possible à la protection du patrimoine militaire et à la diffusion de bonnes pratiques.



## Annexe n° V

### Avenant à la convention de création du GIS Patrimoines militaires : architectures, aménagements, techniques et sociétés (P2ATS)

Entre :

#### L'École Pratique des Hautes Études

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel

N° SIRET : 197 534 860 000 105 Code APE : 8542Z

4-14, rue Ferrus

75014 PARIS

désignée ci-après : l'EPHE,

représentée par son Président,

Monsieur Jean-Michel Verdier,

d'une part

et .....

**N° SIRET :**      **Code APE :**

**adresse**

ci-après désignée Y

représentée par ,

d'autre part,

#### Préambule :

Vu la convention constitutive du GIS P2ATS, notamment son article 3, signée par les partenaires entre le ..... et le ..... ;

Vu la délibération de l'assemblée générale du GIS P2ATS en date du 18 novembre 2022.

Il est convenu ce qui suit :

#### Article unique : ajout d'un partenaire

L'établissement .... est membre du GIS P2ATS, à compter de la date de signature du présent avenant par toutes les parties.

Fait à Paris, en 2 exemplaires

Le président de l'EPHE

Le président

Jean-Michel Verdier

Date de signature

Date de signature

**Pour l'École Pratique des Hautes Études – PSL Université**  
dont le siège social est : Patios Saint-Jacques, 4-14, rue Ferrus 75014 Paris

**représentée par M. Jean-Michel VERDIER, son Président,**

M. Jean-Michel Verdier  
*Président*

**Fait en 27 exemplaires originaux,  
Le 28 septembre 2023**

**Pour Aix-Marseille Université**

dont le siège social est : 29, avenue Robert-Schuman 13621 Aix-en-Provence Cedex 1

**représentée par Eric BERTON**, son Président,

**Fait en 27 exemplaires originaux,**

**Le**

**Pour l'Université d'Angers**

dont le siège social est : 40, rue de Rennes, B.P. 73532, 49035 Angers Cedex 01

**représentée par Christian ROBLEDO**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,  
Le

**Pour l'Université Bordeaux Montaigne**

dont le siège social est : 19, Esplanade des Antilles 33607 Pessac

**représentée par Lionel LARRÉ**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le



**Pour l'Université de Bourgogne**

dont le siège social est : Esplanade Erasme, 21000 Dijon

**représentée par Vincent THOMAS**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Université Bretagne-Sud**

dont le siège social est : 27, rue Armand Guillemot, BP 92116, 56321 Lorient Cedex

**représentée par Virginie DUPONT**, sa Présidente,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Université de Caen Normandie**

dont le siège social est : Esplanade de la Paix, CS 14032, 14032 Caen cedex 05

**représentée par Lamri ADOUI**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour Université Côte d'Azur**

dont le siège social est : Grand Château, 28, Avenue de Valrose 06103 Nice Cedex 2

**représentée par Jeanick BRISSWALTER**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour CY Cergy Paris Université**

dont le siège social est : 33, boulevard du Port 95011 Cergy-Pontoise Cedex

**représentée par Laurent GATINEAU**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le



**Pour l'Université de Haute-Alsace**

dont le siège social est : 2, rue des Frères Lumière 68093 Mulhouse Cedex

**représentée par Pierre-Alain MULLER**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Université de Lille**

dont le siège social est : 42, rue Paul Duez 59000 Lille

**représentée par Régis BORDET**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Université du Littoral Côte d'Opale**

dont le siège social est : 1, Place de l'Yser, B.P. 71022, 59375 Dunkerque Cedex 1

**représentée par Hassane SADOK**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Université de Lorraine**

dont le siège social est : 34, cours Léopold 54000 Nancy

**représentée par Hélène BOULANGER**, sa Présidente,

Fait en 27 exemplaires originaux,  
Le

**Pour le Musée de l'Armée**

dont le siège social est : 129, rue de Grenelle 75007 PARIS

**représenté par Général de division Henry de MEDLEGE**, son Directeur

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le



**Pour le Musée des Plans-Reliefs**

dont le siège social est : 129, rue de Grenelle 75007 Paris

**représenté par Emmanuel STARCKY**, son Directeur

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour le Musée du Génie**

dont le siège social est : 106, rue Éblé 49000 Angers

**représenté par Aude PIERNAS**, sa Directrice

Fait en 27 exemplaires originaux,  
Le

**Pour l'Université de Picardie Jules Verne**

dont le siège social est : Chemin du Thil, CS 52501, 80025 Amiens Cedex

**représentée par Mohamed BENLAHSEN**, son Président,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour l'Université de Poitiers**

dont le siège social est : 15, rue de l'Hôtel Dieu 86034 Poitiers Cedex

**représentée par Virginie LAVAL**, sa Présidente,

Fait en 27 exemplaires originaux,

Le

**Pour le Service Historique de la Défense**

dont le siège social est : Château de Vincennes, avenue de Paris 94306 Vincennes Cedex

représenté par **Nathalie GENET-ROUFFIAC**, sa Directrice

Fait en 27 exemplaires originaux,  
Le

**Pour l'Université Toulouse II – Jean Jaurès**

dont le siège social est : 5, allée Antonio Machado, 31058 Toulouse Cedex 9

**représentée par Emmanuelle GARNIER, sa Présidente,**

**Fait en 27 exemplaires originaux,**

**Le**